



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

**Suivi du Sommet mondial pour le développement
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
promouvoir l'autonomisation dans les domaines
de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale,
du plein emploi et du travail décent pour tous**

Déclaration présentée par Child Helpline International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Child Helpline International souhaite se joindre aux 167 organisations de services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants qui la composent et qui sont à l'œuvre dans 136 pays du monde pour remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon, d'avoir insufflé tant d'inspiration à la jeunesse lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Nous nous félicitons qu'il ait pris l'initiative de nommer un représentant spécial pour la jeunesse, qui s'en fera le porte-parole. Nous y voyons une étape concrète vers la reconnaissance des droits des enfants et des jeunes dans le monde entier.

Child Helpline International est un réseau mondial d'organisations issues de la société civile et du secteur public et qui donnent aux enfants et aux jeunes l'occasion de se faire entendre. Les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants et aux jeunes leur fournissent conseil et protection et s'occupent de ceux qui en ont besoin.

En octobre 2012, les organisations gérant des services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants ont rencontré des représentants des États, d'organisations de la société civile et du secteur privé à Durban (Afrique du Sud) à l'occasion de la sixième Consultation internationale de Child Helpline International, dont le thème était : « Renforcer les systèmes de protection de l'enfance ».

Lors de cette consultation, ces organisations et leurs partenaires ont adopté à l'unanimité les « résolutions de Durban » qui incitent les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs clefs à mettre l'autonomisation des enfants et des jeunes au nombre des objectifs de développement durable pour après 2015.

On ne pourra sortir de la pauvreté et intégrer socialement les personnes vulnérables et marginalisées qu'en les écoutant, en leur donnant de quoi vivre et en réparant les injustices qu'ils ont subies.

En les écoutant, les services téléphoniques d'urgence autonomisent les enfants et les jeunes. Ces 10 dernières années, ils , ont reçu, à l'échelle mondiale, 140 millions d'appels. En 2011, 14 millions de jeunes ou d'enfants ont demandé qu'on les conseille, qu'on les prenne en charge ou qu'on les protège. Ce sont les chiffres que nous avons, mais peut-être, nombreux sont ceux qui avaient besoin de ces services mais n'ont pu les joindre à cause de la pauvreté, faute d'accès à un téléphone ou à d'autres moyens de communication ou parce que ces services n'ont pas les moyens de fonctionner 24 heures sur 24. En effet, la crise financière mondiale a réduit les ressources des services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants : plusieurs ont dû limiter leurs activités quotidiennes à quelques heures, ce qui a privé de nombreux enfants et jeunes de l'attention et de la protection dont ils ont besoin.

Or, les enfants et les jeunes sont l'avenir de la société – mais, dans le discours relatif au développement durable et à la croissance économique, ils brillent souvent par leur absence. Il faut absolument les protéger et les autonomiser pour éliminer la pauvreté financière et sociale dans toutes les sociétés, quel que soit leur modèle économique.

Dans les résolutions de Durban, nous avons exhorté les États, les organismes des Nations Unies et le secteur privé à voir, dans les services téléphoniques

d'urgence destinés aux enfants, un moyen unique de savoir ce qu'ils ont à dire, afin de renforcer les systèmes de protection de l'enfance. Il faudrait que ces entités s'associent à ces services afin qu'ils puissent travailler sur le long terme et que tous les enfants y aient accès sans frais; il faudrait surtout qu'ils inscrivent la protection de l'enfance et l'autonomisation des enfants et des jeunes au nombre des objectifs de développement durable pour après 2015.

L'exploitation des enfants peut peser lourd sur la durabilité du développement économique. C'est ce qui ressort de ce que les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants ont entendu et des données que Child Helpline International a récoltées auprès de ses membres.

Lorsque plus de 200 millions d'enfants sont soumis à diverses formes de travail, parfois les pires et le plus souvent contre leur gré, il est difficile de mettre en place une croissance équitable. Le travail des enfants fait baisser les capacités productives de toute économie et prive les adultes de perspectives d'emploi et de travail décent. Tant que le travail sera considéré comme un marché où on peut acheter et vendre des enfants, la dignité du travail, l'élimination de la pauvreté et le développement durable seront des chimères.

La crise financière actuelle a nui aux enfants. Des millions d'enfants issus des couches les plus pauvres de la société ont quitté l'école pour travailler afin d'aider leur famille à survivre. Ce phénomène n'est pas limité aux pays pauvres : il s'étend aux pays développés, frappés par le marasme.

Un rapport publié récemment par Child Helpline International et l'Organisation internationale du Travail sur la foi de données recueillies dans trois pays par les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants migrants montre que ces enfants sont, plus que les autres, victimes du travail des enfants. Le rapport souligne donc que la politique sociale doit s'intéresser aux enfants migrants qui travaillent.

De ce qu'entendent les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants et aux jeunes depuis plus d'une décennie il ressort qu'il faut les autonomiser. Ils ont besoin de sécurité, de protection et de formation afin de contribuer, en grandissant, à la société et à l'économie dans lesquelles ils vivent.

Résolutions de Durban sur le rôle des services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants pour la protection de l'enfance

Nous, services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants de 136 pays, défendons le droit des enfants à être entendus et protégés contre la violence. Le Comité des droits de l'enfant et l'étude de l'ONU sur la violence contre les enfants ont reconnu que ces services jouent un rôle essentiel pour prévenir la maltraitance et les violences contre les enfants (observations générales sur les articles 12 et 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant et recommandation 8 de l'étude de l'ONU sur la violence contre les enfants).

Ces 10 dernières années, à l'échelle mondiale, les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants ont reçu plus de 140 millions d'appels provenant d'enfants et de jeunes qui avaient besoin qu'on s'occupe d'eux et qu'on les protège. Ces services les écoutent, leur donnent des conseils, les envoient vers des professionnels qui peuvent les aider et, si nécessaire, fournissent d'autres services, en coopération avec leurs partenaires.

En congrès à Durban (Afrique du Sud) le 19 octobre 2012 à l'occasion de la sixième Consultation internationale de Child Helpline International, ces services décident de faire en sorte que tous les enfants aient accès à eux et à cette fin de :

- a) Faire en sorte que les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants soient disponibles dans tous les pays du monde;
- b) Préconiser le financement durable de tous ces services;
- c) S'associer avec des sociétés du secteur de la technologie et des communications afin que les enfants aient les moyens techniques de les atteindre.

Nous invitons nos partenaires étatiques, les organismes des Nations Unies et le secteur privé à :

- a) Voir dans les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants un moyen unique d'écouter ce qu'ils ont à dire, afin de renforcer la protection de l'enfance;
- b) S'associer avec des services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants afin que leur aide soit durable et gratuite pour tous les enfants;
- c) Faire en sorte que les objectifs de développement durable pour après 2015 prennent en compte la protection et l'autonomisation de l'enfance et de la jeunesse.

Nous recommandons donc que :

- a) Les objectifs d'après 2015 tiennent compte de ce que les enfants et les jeunes ont à dire;
 - b) Le futur programme de croissance équitable et durable englobe la protection, l'éducation et l'autonomisation des jeunes;
 - c) Les États soient encouragés à soutenir les services téléphoniques d'urgence destinés aux enfants, source d'information irremplaçable sur les besoins des enfants et des jeunes.
-